

COMITE DES FINANCES LOCALES

SEANCE DU 30 NOVEMBRE 2010

DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS : REPARTITION 2010

La dotation spéciale instituteurs prévue par l'article 94 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions compense depuis 1983 les charges qui résultent pour les communes du droit au logement des instituteurs.

I - EVOLUTION DU MONTANT DE LA DSI

Le tableau suivant présente l'évolution de la dotation spéciale instituteurs depuis sa création.

Année	Montant total en M€ (1)	Montant unitaire en €	Progression annuelle du total en %	Progression annuelle du montant unitaire en %
1984	362	1 360,61	+10,6	+6,88
1985	380,8	1 399,02	+5,18	+2,82
1986	398,6	1 466,71	+4,68	+4,83
1987	419,2	1 528,15	+5,16	+4,19
1988	439	1 583,34	+4,73	+3,61
1989	479,7	1 725,57	+9,28	+8,98
1990	491,7	1 761,85	+2,5	+2,10
1991	517,5	1 894,64	+5,25	+7,54
1992	512	1 941,44	-1,06	+2,47
1993	503,5	1 960,80	-1,66	+0,98
1994	488,1	1 974,21	-3,05	+0,68
1995	466,86	1 974,21	-4,35	-
1996	454,54	2 030,16	-2,70	+2,83
1997	436,34	2 089,47	-4,00	+2,92
1998	413,44	2 122,70	-5,24	+1,59
1999	393,21	2 169,96	-4,89	+2,23
2000	370,505	2 276,52	-5,77	+4,91
2001	338,646	2 356,25	-8,59	+3,5
2002	299,355	2 400,00	-11,06	+1,86
2003	254,615	2 425,00	-14,95	+1,04
2004	205,60	2 425,00	-19,25	-
2005	170,57	2 593,00	-17,04	+6,93
2006	123,893	2 671,00	-27,37	+3,00
2007	85,509	2 671,00	-30,98	-
2008	55,908	2 751,00	-34,61	+3,00
2009	41,518	2 779,00	-25,73	+1,0178

(1) Il s'agit du montant effectivement mis en répartition, c'est-à-dire qu'au montant inscrit en loi de finances initiale est retiré ou ajouté le montant de la régularisation inscrite en loi de finances rectificative, et ajouté le cas échéant le reliquat du CNFPT remis en répartition.

Depuis 1986, en application de la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985, la dotation spéciale instituteurs est disjointe de la dotation globale de fonctionnement mais continue d'évoluer comme celle-ci.

La loi de finances pour 2010 a prévu une somme de **27,725 M€** pour la DSI 2010, tenant compte du taux d'évolution en 2010 de la dotation globale de fonctionnement fixé à + 0,6% et du nombre estimé des instituteurs intégrés dans le corps des professeurs des écoles.

Il faut rappeler en effet que la revalorisation statutaire que représente la création du corps des professeurs des écoles (décret n° 90-680 du 1^{er} août 1990) s'accompagne en contrepartie de la perte du droit au logement ou de l'indemnité en tenant lieu. C'est pourquoi, la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990 a prévu la diminution chaque année du montant de la DSI proportionnellement au nombre d'instituteurs intégrés dans le corps des professeurs des écoles. Le nombre d'instituteurs intégrés dans le corps des professeurs des écoles ne peut être qu'estimé au moment de la préparation de la loi de finances. La diminution du nombre d'instituteurs a ainsi été estimée à plus de 3 600 entre 2009 et 2010.

Pour cette raison, il est procédé au cours de la répartition de la dotation à un ajustement du montant de la DSI prenant en compte les résultats du recensement conduit au cours de l'automne, qui repose sur les effectifs comptabilisés au 1^{er} octobre de l'année précédente.

Il est ainsi calculé la différence entre les effectifs recensés au 1^{er} octobre n-2 et ceux recensés au 1^{er} octobre de l'année précédente.

Exemple : pour la répartition effectuée, en novembre 2010, sur la base des instituteurs recensés au 1^{er} octobre 2009, le montant inscrit en LFI 2010 tient compte de la baisse estimée des instituteurs ayants-droit entre 2009 et 2008. Ce montant est régularisé le cas échéant une fois le nombre d'ayants-droit pour 2009 définitivement connu.

Dès lors, le montant inscrit en LFI 2010 doit être modifié en fonction de l'ajustement définitif de la DSI pour l'exercice 2009, lié à la différence entre l'effectif recensé au 1^{er} octobre 2009 et celui recensé au 1^{er} octobre 2008, soit un écart de **-19,45 %**. Pour rappel, le nombre d'instituteurs recensé au 1^{er} octobre 2008 est de 14 948 instituteurs et au 1^{er} octobre 2009, ce nombre atteint **12 041** instituteurs.

Compte-tenu du montant ouvert en LFI 2010 (27,725 M€) et du reliquat comptable constaté au 31 décembre 2009 du compte DSI-Etat et CNFPT (= 8,257 M€)¹, la répartition peut être effectuée sans ouverture de crédits supplémentaires².

II – LE REGIME DE REPARTITION DE LA DSI

La dotation spéciale instituteurs est divisée en deux parts.

¹ Ce reliquat comptable correspond au solde cumulé du reliquat comptable du CNFPT (13,136 098 M€) et du compte DSI Etat (- 4,878 736 M€) au 31 décembre 2009.

² Pour mémoire, la diminution du nombre d'instituteurs entre 2008 et 2009 a été largement inférieure à la diminution estimée lors de l'inscription en loi de finances pour 2009, conduisant ainsi à une ouverture à hauteur de 4,1 M€ en loi de finances rectificative.

Les sommes afférentes à la première part (DSI, dotation spéciale instituteurs) sont attribuées aux communes en compensation des charges supportées pour les logements effectivement occupés par des instituteurs ayants droit.

Les sommes afférentes à la deuxième part (IRL, indemnité représentative de logement) sont attribuées au centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) qui verse, au nom de la commune, directement à l'instituteur ayant droit, l'indemnité représentative dans la limite du montant unitaire.

Dans ces conditions, il convient de déterminer le montant unitaire de chacune des deux parts proportionnellement au nombre d'instituteurs logés (DSI) et au nombre d'instituteurs indemnisés (IRL) tels qu'ils ont été recensés au 1^{er} octobre 2009.

Les résultats du recensement font apparaître un nombre d'ayants droit égal à 12 041 en 2009, répartis entre 6 567 ayants droit logés (DSI) et 5 474 ayants droit indemnisés (IRL), contre 14 948 ayants droit en 2008, répartis entre 7 337 ayants droit logés et 7 611 ayants droit indemnisés soit une diminution de - 2 907 instituteurs (- 19,44 %).

III – REPARTITION DE LA MASSE DE LA DSI

1^{ère} étape : détermination du montant à répartir

Avant de procéder à la répartition de la masse de la DSI entre les deux parts, il convient préalablement de déterminer le montant du préciput à affecter aux besoins de rectification.

Les dépenses effectuées en 2010 au titre des rectifications portant sur des exercices antérieurs atteignent le montant de 41 493,00 €. Les reversements de dotations perçues à tort s'élèvent à 2 779 €. Le bilan de la réserve utilisée s'établit donc à 38 714 €. En 2009, 95 592 € avaient été utilisés pour procéder à des rectifications à partir d'une réserve établie à 150 000 €.

Il est proposé de fixer la réserve pour rectification au titre de 2010 à 100 000,00 € sur la masse de la DSI de 2010, pour effectuer les rectifications éventuelles à la suite du recensement effectué au 1^{er} octobre 2009.

La masse à répartir de la dotation spéciale instituteurs s'élève à 35,982 M€ (27,725 M€ (ouverts en LFI 2010) + 8,257 M€ (reliquat comptable au 31 décembre 2009)).

Le besoin de financement pour la répartition de la dotation spéciale instituteurs en 2010 se décompose de la manière suivante :

- au titre de la dotation 2010 :

Le nombre total d'instituteurs recensés est de 12 041. Ce qui représente en se basant sur un montant de DSI unitaire à 2 779€, une somme totale de 33,462 M€. Le préciput relatif à la réserve pour rectifications doit également être intégré à ce total soit 33,562 M€.

- au titre de la dotation 2009 :

Certaines préfectures n'ont pas pu procéder au versement des sommes dues aux communes au titre de la dotation 2009 avant le 31 décembre 2009 et l'ont donc fait en 2010. Cette situation représente un coût en 2010 de 1,095M€.

Dès lors, le besoin total de financement de la dotation se chiffre à 34,657 M€ (33,562 M€ + 1,095M€).

Le surplus disponible s'élève donc à : 35,982 M€ – 34,657 M€ = 1,325 M€.

2ème étape : la répartition de la masse entre les deux parts

Les présents calculs s'appuient sur un montant unitaire inchangé par rapport à 2009 (2 779 €).

1^{ère} part (ayants droit logés)

$$33,462 \text{ M€} \quad \times \quad \frac{6\,567}{12\,041} \quad = \quad 18,250 \text{ M€}$$

2^{ème} part (ayants droit indemnisés)

$$33,462 \text{ M€} \quad \times \quad \frac{5\,474}{12\,041} \quad = \quad 15,212 \text{ M€}$$

3ème étape : la répartition du surplus par le CFL

Compte tenu de ce contexte de répartition, le CFL peut opter entre trois propositions pour utiliser la marge de manœuvre ainsi dégagée (+ 1,325 M€)³ :

- 1) reconduire en 2010 le montant unitaire 2009 (2 779 €) ;
- 2) faire évoluer le montant unitaire jusqu'à 2 889 € (soit +3,95 %) en mobilisant l'intégralité de ce surplus ;
- 3) utiliser en partie uniquement la marge de manœuvre ainsi dégagée, en choisissant une augmentation du montant unitaire de 1%, qui conduirait à affecter 334 619, 39 € à la dotation (27,79 € par ayants droit). Ceci permettrait ainsi de sécuriser la répartition 2011, au cas où la baisse estimée du nombre d'instituteurs ayant servi au « calibrage » du montant ouvert en LFI 2011 (25,650 M€) soit surévaluée.

IV – ANALYSE DES TAUX D'IRL

Lors de sa séance du 1^{er} décembre 2009, les membres du comité des finances locales ont souligné les efforts effectués ces dernières années et renouvelé leur vœu de modération de la progression de l'IRL décidée par les préfets. Selon l'article R212-9 du code de l'éducation,

³ Aux termes de l'alinéa 2 de l'article L.2334-26 du code général des collectivités territoriales, le CFL peut en effet utiliser tout ou partie de cette somme afin de majorer le montant unitaire de la dotation.

le montant de l'indemnité est fixé par le préfet après avis du conseil départemental de l'éducation et du conseil municipal.

Le rapprochement des montants de DSI et de l'IRL amorcé depuis 4 ans, doit être poursuivi. La circulaire NOR INTB0928874C du 16 décembre 2009 a donc recommandé aux préfets de se conformer à ce que le montant de l'IRL 2009 déterminé par leurs soins n'augmente pas de plus de 1,0178% par rapport à 2008 (soit la hausse décidée pour la DSI lors du CFL du 1^{er} décembre 2009).

Le tableau récapitulatif de toutes les IRL 2009 départementales et des collectivités d'outre-mer permet d'en dresser le bilan suivant :

- a) 6 départements et 1 collectivité d'outre-mer (Polynésie Française) ont maintenu un taux d'IRL 2009 identique à celui de 2008,
- b) 84 départements et 1 collectivité d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie) ont déterminé un taux d'IRL 2009 progressant entre 0,58% et 3,93%.
 - 57 préfetures ont suivi le souhait exprimé par le CFL en limitant l'IRL au montant maximum de 2 223,00 €⁴ ; aucun complément communal n'a donc été versé aux instituteurs.
 - 28 départements ont également suivi les recommandations du CFL en limitant la progression mais en fixant un montant d'IRL 2009 supérieur au taux de base (2 223,00 €) ; les communes concernées ont versé un complément communal aux instituteurs.
- c) 3 départements sont régis par le droit local (Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin) ;
- d) 2 départements ont adopté des taux différenciés en fonction de critères locaux (Oise et Saône-et-Loire) ;
- e) 6 départements et 1 collectivité départementale n'ont pas encore fixé à ce jour le montant de l'IRL 2009 (Gard, Isère, Morbihan, Guadeloupe, Guyane, Mayotte) ;
- f) 2 collectivités d'outre-mer ne prendront pas d'arrêté fixant l'IRL puisqu'aucun instituteur n'a été recensé (Saint Pierre et Miquelon – Wallis et Futuna.

⁴ Le montant de 2 223,00 € constitue la limite maximale du taux de base de l'IRL afin d'éviter aux communes le versement du complément communal. L'IRL majorée de 25% s'élève dans ce cas à 2 779 €.

BILAN DE L'IRL 2009

19/11/2010

N°	DEPARTEMENTS	TAUX DE BASE 2008*	TAUX DE BASE 2009*	Variation	% de variation	IRL 20%*	IRL 25%*	Différence entre l'IRL maximale 2009 et le montant unitaire 2009 (en euros)
01	AIN	2 196,00	2 220,00	24,00	1,09%	2 664,00	2 775,00	-4,00
02	AISNE	2 140,80	2 205,00	64,20	3,00%	2 646,00	2 756,25	-22,75
03	ALLIER	2 136,00	2 160,00	24,00	1,12%	2 592,00	2 700,00	-79,00
04	ALPES DE HTE PCE	2 588,00	2 614,00	26,00	1,00%	3 136,80	3 267,50	488,50
05	HAUTES ALPES	2 775,36	2 775,36	0,00	0,00%	3 330,43	3 469,20	690,20
06	ALPES MARITIMES	4 500,00	4 548,00	48,00	1,07%	5 457,60	5 685,00	2 908,00
07	ARDECHE	2 404,00	2 428,00	24,00	1,00%	2 913,60	3 035,00	256,00
08	ARDENNES	2 365,92	2 390,00	24,08	1,02%	2 868,00	2 987,50	208,50
09	ARIEGE	2 139,00	2 223,00	84,00	3,93%	2 667,60	2 778,75	-0,25
10	AUBE	2 140,46	2 222,88	82,42	3,85%	2 667,46	2 778,60	-0,40
11	AUDE	2 200,80	2 223,12	22,32	1,01%	2 667,74	2 778,90	-0,10
12	AVEYRON	2 589,62	2 623,54	33,92	1,31%	3 148,25	3 279,43	500,43
13	BOUCHES DU RHONE	2 597,52	2 597,52	0,00	0,00%	3 117,02	3 246,90	467,90
14	CALVADOS	2 266,72	2 289,79	23,07	1,02%	2 747,75	2 862,24	83,24
15	CANTAL	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
16	CHARENTE	2 139,83	2 161,61	21,78	1,02%	2 593,93	2 702,01	-76,99
17	CHARENTE MARITIME	2 140,38	2 162,16	21,78	1,02%	2 594,59	2 702,70	-76,30
18	CHER	2 141,00	2 163,00	22,00	1,03%	2 595,60	2 703,75	-75,25
19	CORREZE	2 140,47	2 162,26	21,79	1,02%	2 594,71	2 702,83	-76,17
2A	CORSE DU SUD	3 138,41	3 194,27	55,86	1,78%	3 833,12	3 992,84	1 213,84
2B	HAUTE CORSE	2 905,00	2 934,57	29,57	1,02%	3 521,48	3 668,21	889,21
21	COTE D'OR	2 228,00	2 241,00	13,00	0,58%	2 689,20	2 801,25	22,25
22	COTE D'ARMOR	2 158,00	2 180,00	22,00	1,02%	2 616,00	2 725,00	-54,00
23	CREUSE	2 200,80	2 223,20	22,40	1,02%	2 667,84	2 779,00	0,00
24	DORDOGNE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
25	DOUBS	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
26	DROME	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
27	EURE	2 436,60	2 469,00	32,40	1,33%	2 962,80	3 086,25	307,25
28	EURE ET LOIR	2 172,00	2 194,00	22,00	1,01%	2 632,80	2 742,50	-36,50
29	FINISTERE	2 140,00	2 162,00	22,00	1,03%	2 594,40	2 702,50	-76,50
30	GARD	2 473,00	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL					
31	HAUTE GARONNE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
32	GERS	2 688,00	2 748,00	60,00	2,23%	3 297,60	3 435,00	656,00
33	GIRONDE	2 166,60	2 188,68	22,08	1,02%	2 626,42	2 735,85	-43,15
34	HERAULT	2 201,00	2 223,00	22,00	1,00%	2 667,60	2 778,75	-0,25
35	ILLE ET VILAINE	2 141,00	2 163,00	22,00	1,03%	2 595,60	2 703,75	-75,25
36	INDRE	2 112,00	2 172,00	60,00	2,84%	2 606,40	2 715,00	-64,00
37	INDRE ET LOIRE	2 223,00	2 223,00	0,00	0,00%	2 667,60	2 778,75	27,75
38	ISERE	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL 2008 et sur l'IRL 2009						
39	JURA	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
40	LANDES	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
41	LOIR ET CHER	2 142,00	2 164,00	22,00	1,03%	2 596,80	2 705,00	-74,00
42	LOIRE	2 140,00	2 162,00	22,00	1,03%	2 594,40	2 702,50	-76,50
43	HAUTE LOIRE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
44	LOIRE ATLANTIQUE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
45	LOIRET	2 201,00	2 223,00	22,00	1,00%	2 667,60	2 778,75	-0,25
46	LOT	2 200,80	2 223,20	22,40	1,02%	2 667,84	2 779,00	0,00
47	LOT ET GARONNE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
48	LOZERE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
49	MAINE ET LOIRE	2 380,32	2 404,56	24,24	1,02%	2 885,47	3 005,70	226,70
50	MANCHE	2 140,40	2 178,50	38,10	1,78%	2 614,20	2 723,13	-55,88
51	MARNE	2 327,16	2 327,16	0,00	0,00%	2 792,59	2 908,95	129,95
52	HAUTE MARNE	2 138,52	2 160,24	21,72	1,02%	2 592,29	2 700,30	-78,70
53	MAYENNE	2 200,00	2 222,00	22,00	1,00%	2 666,40	2 777,50	-1,50
54	MEURTHE ET MOSELLE	2 200,80	2 223,24	22,44	1,02%	2 667,89	2 779,05	0,05
55	MEUSE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
56	MORBIHAN	2 791,12	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL					
57	MOSELLE	droit local						
58	NIEVRE	2 200,80	2 223,20	22,40	1,02%	2 667,84	2 779,00	0,00
59	NORD	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
60	OISE	(1)		1		0,00	0,00	
61	ORNE	2 140,47	2 162,26	21,79	1,02%	2 594,71	2 702,83	-76,17
62	PAS DE CALAIS	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
63	PUY DE DOME	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
64	PYRENEES ATLANTIQUES	2 140,47	2 200,80	60,33	2,82%	2 640,96	2 751,00	-28,00
65	HAUTES PYRENEES	2 231,95	2 254,66	22,71	1,02%	2 705,59	2 818,33	39,32
66	PYRENEES ORIENTALES	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
67	BAS RHIN	droit local						
68	HAUT RHIN	droit local						
69	RHONE	2 140,32	2 162,04	21,72	1,01%	2 594,45	2 702,55	-76,45
70	HAUTE SAONE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
71	SAONE ET LOIRE	(2)		2		0,00	0,00	
72	SARTHE	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25
73	SAVOIE	2 529,72	2 554,92	25,20	1,00%	3 065,90	3 193,65	414,65

BILAN DE L'IRL 2009

N°	DÉPARTEMENTS	TAUX DE BASE 2008*	TAUX DE BASE 2009*	Variation	% de variation	IRL 20%*	IRL 25%*	Différence entre l'IRL maximale 2009 et le montant unitaire 2008 (en euros)	
74	HAUTE SAVOIE	2 140,80	2 162,40	21,60	1,01%	2 594,88	2 703,00	-76,00	
75	PARIS	3 274,64	3 307,97	33,33	1,02%	3 969,56	4 134,96	1 355,96	
76	SEINE MARITIME	2 140,44	2 162,23	21,79	1,02%	2 594,68	2 702,79	-76,21	
77	SEINE ET MARNE	2 664,00	2 688,00	24,00	0,90%	3 225,60	3 360,00	581,00	
78	YVELINES	2 698,20	2 752,16	53,96	2,00%	3 302,59	3 440,20	661,20	
79	DEUX SEVRES	2 138,00	2 160,00	22,00	1,03%	2 592,00	2 700,00	-79,00	
80	SOMME	2 140,20	2 162,04	21,84	1,02%	2 594,45	2 702,55	-76,45	
81	TARN	2 140,32	2 162,04	21,72	1,01%	2 594,45	2 702,55	-76,45	
82	TARN ET GARONNE	2 140,47	2 162,26	21,79	1,02%	2 594,71	2 702,83	-76,17	
83	VAR	3 166,27	3 229,59	63,32	2,00%	3 875,51	4 036,99	1 257,99	
84	VAUCLUSE	2 250,81	2 273,72	22,91	1,02%	2 728,46	2 842,15	63,15	
85	VENDEE	2 142,00	2 163,72	21,72	1,01%	2 596,46	2 704,65	-74,35	
86	VIENNE	2 140,00	2 162,00	22,00	1,03%	2 594,40	2 702,50	-76,50	
87	HAUTE VIENNE	2 183,00	2 223,00	40,00	1,83%	2 667,60	2 778,75	-0,25	
88	VOSGES	2 200,80	2 223,20	22,40	1,02%	2 667,84	2 779,00	0,00	
89	YONNE	2 141,00	2 162,00	21,00	0,98%	2 594,40	2 702,50	-76,50	
90	TERR DE BELFORT	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25	
91	ESSONNE	2 751,00	2 779,00	28,00	1,02%	3 334,80	3 473,75	694,75	
92	HAUTS DE SEINE	2 598,00	2 598,00	0,00	0,00%	3 117,60	3 247,50	468,50	
93	SEINE SAINT DENIS	2 751,00	2 778,96	27,96	1,02%	3 334,75	3 473,70	694,70	
94	VAL DE MARNE	2 598,00	2 624,40	26,40	1,02%	3 149,28	3 280,50	501,50	
95	VAL D'OISE	2 425,00	2 425,00	0,00	0,00%	2 910,00	3 031,25	252,25	
971	GUADELOUPE	Le PV du CDEN n'a pas été signé en 2008 et en 2009.							
973	GUYANE	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL							
972	MARTINIQUE	2 200,00	2 223,00	23,00	1,05%	2 667,60	2 778,75	-0,25	
974	REUNION	2 200,80	2 223,00	22,20	1,01%	2 667,60	2 778,75	-0,25	
975	ST PIERRE ET MIQUELON	2 671,00	Pas d'arrêté car aucun instit recensé.						
976	MAYOTTE	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL 2008 et sur l'IRL 2009							
987	POLYNESIE FRANCAISE	2 574,00	2 574,00	0,00	0,00%	3 088,80	3 217,50	438,50	
	WALLIS-ET-FUTUNA	Le CDEN ne s'est pas encore prononcé sur l'IRL							
		Pas d'arrêté car aucun instit recensé.							
988	NOUVELLE CALEDONIE	2 140,52	2 162,34	21,82	1,02%	2 594,81	2 702,93	-76,07	

Il existe 4 taux d'IRL :

Taux	Bénéficiaires
Taux de base (TB)	Personne seule sans enfant à charge
TB + 20%	Directeur d'école sans enfant à charge
TB + 25%	Personne mariée ou vivant maritalement ou personne seule avec enfant à charge
TB + 20% et + 25%	Directeur d'école marié ou vivant maritalement ou seul avec enfants à charge

(1) et (2) Différents taux de base sont établis pour ces départements :

Département	Description	TAUX DE BASE 2008*	TAUX DE BASE 2009*	Variation	% de variation	IRL 20%*	IRL 25%*	Différence entre l'IRL maximale 2008 et le montant unitaire 2008 (en euros)
60	Villes de - de 5000 hab :	1 936,68	1 958,04	21,36	1,10%	2 349,65	2 447,55	-331,45
	Villes de + de 5000 hab :	2 127,12	2 150,52	23,40	1,10%	2 580,62	2 688,15	-90,85
	Grandes villes :	2 615,16	2 763,96	148,80	5,69%	3 316,75	3 454,95	675,95
71	communes dont la valeur locative moyenne est supérieure ou égale à 2 408,26 € (pour 2008), à 2 430,60 € (pour 2009)	2 139,27	2 161,04	21,77	1,02%	2 593,25	2 701,30	-77,70
	communes dont la valeur locative moyenne est inférieure à 2 408,26 € (pour 2008), à 2 430,60 € (pour 2009)	1 945,24	1 965,04	19,80	1,02%	2 358,05	2 456,30	-322,70

TABLEAU COMPARATIF 2009-2010 DES INSTITUTEURS AYANTS DROIT

DÉPARTEMENTS	Instituteurs logés 2009	Instituteurs logés 2010	Différence	%	Instituteurs indemnisés 2009	Instituteurs indemnisés 2010	Différence	%	Nb total d'instituteurs en 2009 recensés au 1er octobre 2009	Nb total d'instituteurs en 2010 recensés au 1er octobre 2010	Différence	%
01 AIN	33	31	-2	-6%	90	62	-28	-31%	123	93	-30	-24,4%
02 AISNE	41	34	-7	-17%	45	31	-14	-31%	86	65	-21	-24,4%
03 ALLIER	11	9	-2	-18%	21	17	-4	-19%	32	26	-6	-18,8%
04 ALPES DE HTE PCE	16	13	-3	-19%	51	46	-5	-10%	67	59	-8	-11,9%
05 HAUTES ALPES	10	6	-4	-40%	27	23	-4	-15%	37	29	-8	-21,6%
06 ALPES MARITIMES	103	90	-13	-13%	339	264	-75	-22%	442	354	-88	-19,9%
07 ARDECHE	6	7	1	17%	65	46	-19	-29%	71	53	-18	-25,4%
08 ARDENNES	13	10	-3	-23%	39	22	-17	-44%	52	32	-20	-38,5%
09 ARIEGE	8	2	-6	-75%	24	10	-14	-58%	32	12	-20	-62,5%
10 AUBE	21	19	-2	-10%	23	17	-6	-26%	44	36	-8	-18,2%
11 AUDE	9	8	-1	-11%	35	18	-17	-49%	44	26	-18	-40,9%
12 AVEYRON	6	7	1	17%	22	16	-6	-27%	28	23	-5	-17,9%
13 BOUCHES DU RHONE	216	186	-30	-14%	379	271	-108	-28%	595	457	-138	-23,2%
14 CALVADOS	35	31	-4	-11%	56	36	-20	-36%	91	67	-24	-26,4%
15 CANTAL	7	6	-1	-14%	8	4	-4	-50%	15	10	-5	-33,3%
16 CHARENTE	5	3	-2	-40%	28	21	-7	-25%	33	24	-9	-27,3%
17 CHARENTE MARITIME	23	18	-5	-22%	32	19	-13	-41%	55	37	-18	-32,7%
18 CHER	9	8	-1	-11%	15	14	-1	-7%	24	22	-2	-8,3%
19 CORREZE	14	13	-1	-7%	14	15	1	7%	28	28	0	0,0%
20B HAUTE CORSE	9	8	-1	-11%	48	30	-18	-38%	57	38	-19	-33,3%
20A CORSE DU SUD	20	17	-3	-15%	25	16	-9	-36%	45	33	-12	-26,7%
21 COTE D'OR	37	33	-4	-11%	67	54	-13	-19%	104	87	-17	-16,3%
22 COTE D'ARMOR	11	12	1	9%	59	43	-16	-27%	70	55	-15	-21,4%
23 CREUSE	2	0	-2	-100%	8	4	-4	-50%	10	4	-6	-60,0%
24 DORDOGNE	1	0	-1	-100%	21	20	-1	-5%	22	20	-2	-9,1%
25 DOUBS	34	26	-8	-24%	137	81	-56	-41%	171	107	-64	-37,4%
26 DROME	20	11	-9	-45%	47	28	-19	-40%	67	39	-28	-41,8%
27 EURE	36	27	-9	-25%	108	89	-19	-18%	144	116	-28	-19,4%
28 EURE ET LOIR	18	11	-7	-39%	36	23	-13	-36%	54	34	-20	-37,0%
29 FINISTERE	24	17	-7	-29%	99	72	-27	-27%	123	89	-34	-27,6%
30 GARD	51	41	-10	-20%	228	155	-73	-32%	279	196	-83	-29,7%
31 HAUTE GARONNE	56	45	-11	-20%	143	102	-41	-29%	199	147	-52	-26,1%
32 GERS	8	7	-1	-13%	15	7	-8	-53%	23	14	-9	-39,1%
33 GIRONDE	60	51	-9	-15%	56	49	-7	-13%	116	100	-16	-13,8%
34 HERAULT	33	25	-8	-24%	73	48	-25	-34%	106	73	-33	-31,1%
35 ILLE ET VILAINE	78	52	-26	-33%	60	47	-13	-22%	138	99	-39	-28,3%
36 INDRE	3	3	0	0%	7	4	-3	-43%	10	7	-3	-30,0%
37 INDRE ET LOIRE	20	13	-7	-35%	67	44	-23	-34%	87	57	-30	-34,5%

TABLEAU COMPARATIF 2009-2010 DES INSTITUTEURS AYANTS DROIT

DEPARTEMENTS	Instituteurs logés 2009	Instituteurs logés 2010	Différence	%	Instituteurs indemnisés 2009	Instituteurs indemnisés 2010	Différence	%	Nb total d'instituteurs recensés au 1er octobre 2009	Nb total d'instituteurs recensés au 1er octobre 2010	Différence	%
	38 ISERE	131	104	-27	-21%	142	89	-53	-37%	273	193	-80
39 JURA	14	11	-3	-21%	29	23	-6	-21%	43	34	-9	-20,9%
40 LANDES	31	25	-6	-19%	40	32	-8	-20%	71	57	-14	-19,7%
41 LOIR ET CHER	7	6	-1	-14%	9	7	-2	-22%	16	13	-3	-18,8%
42 LOIRE	21	14	-7	-33%	52	34	-18	-35%	73	48	-25	-34,2%
43 HAUTE LOIRE	2	2	0	0%	15	11	-4	-27%	17	13	-4	-23,5%
44 LOIRE ATLANTIQUE	77	76	-1	-1%	143	96	-47	-33%	220	172	-48	-21,8%
45 LOIRET	26	20	-6	-23%	45	31	-14	-31%	71	51	-20	-28,2%
46 LOT	3	2	-1	-33%	31	25	-6	-19%	34	27	-7	-20,6%
47 LOT ET GARONNE	5	5	0	0%	25	18	-7	-28%	30	23	-7	-23,3%
48 LOZERE	1	1	0	0%	6	7	1	17%	7	8	1	14,3%
49 MAINE ET LOIRE	39	39	0	0%	98	98	0	0%	137	137	0	0,0%
50 MANCHE	13	10	-3	-23%	33	26	-7	-21%	46	36	-10	-21,7%
51 MARNE	58	43	-15	-26%	67	47	-20	-30%	125	90	-35	-28,0%
52 HAUTE MARNE	3	4	1	33%	14	9	-5	-36%	17	13	-4	-23,5%
53 MAYENNE	10	7	-3	-30%	27	16	-11	-41%	37	23	-14	-37,8%
54 MEURTHE ET MOSELLE	82	68	-14	-17%	136	98	-38	-28%	218	166	-52	-23,9%
55 MEUSE	10	6	-4	-40%	25	22	-3	-12%	35	28	-7	-20,0%
56 MORBIHAN	17	13	-4	-24%	49	31	-18	-37%	66	44	-22	-33,3%
57 MOSELLE	69	56	-13	-19%	79	51	-28	-35%	148	107	-41	-27,7%
58 NIEVRE	4	2	-2	-50%	20	14	-6	-30%	24	16	-8	-33,3%
59 NORD	107	84	-23	-21%	347	228	-119	-34%	454	312	-142	-31,3%
60 OISE	70	56	-14	-20%	67	51	-16	-24%	137	107	-30	-21,9%
61 ORNE	17	11	-6	-35%	39	25	-14	-36%	56	36	-20	-35,7%
62 PAS DE CALAIS	46	32	-14	-30%	120	81	-39	-33%	166	113	-53	-31,9%
63 PUY DE DOME	40	35	-5	-13%	88	49	-39	-44%	128	84	-44	-34,4%
64 PYRENEES ATLANTIQUES	35	30	-5	-14%	91	42	-49	-54%	126	72	-54	-42,9%
65 HAUTES PYRENEES	12	10	-2	-17%	17	15	-2	-12%	29	25	-4	-13,8%
66 PYRENEES ORIENTALES	32	24	-8	-25%	54	46	-8	-15%	86	70	-16	-18,6%
67 BAS RHIN	40	37	-3	-8%	172	127	-45	-26%	212	164	-48	-22,6%
68 HAUT RHIN	45	36	-9	-20%	110	76	-34	-31%	155	112	-43	-27,7%
69 RHONE	140	125	-15	-11%	194	133	-61	-31%	334	258	-76	-22,8%
70 HAUTE SAONE	7	4	-3	-43%	57	43	-14	-25%	64	47	-17	-26,6%
71 SAONE ET LOIRE	32	22	-10	-31%	59	39	-20	-34%	91	61	-30	-33,0%
72 SARTHE	11	6	-5	-45%	26	22	-4	-15%	37	28	-9	-24,3%
73 SAVOIE	26	25	-1	-4%	38	27	-11	-29%	64	52	-12	-18,8%
74 HAUTE SAVOIE	186	156	-30	-16%	105	63	-42	-40%	291	219	-72	-24,7%
75 PARIS	122	125	3	2%	211	170	-41	-19%	333	295	-38	-11,4%

TABLEAU COMPARATIF 2009-2010 DES INSTITUTEURS AYANTS DROIT

DEPARTEMENTS	Instituteurs logés 2009	Instituteurs logés 2010	Différence	%	Instituteurs Indemnisés 2009	Instituteurs Indemnisés 2010	Différence	%	Nb total d'Instituteurs en 2009 recensés au 1er octobre 2009	Nb total d'Instituteurs en 2010 recensés au 1er octobre 2009	Différence	%
76 SEINE MARITIME	57	49	-8	-14%	133	107	-26	-20%	190	156	-34	-17,9%
77 SEINE ET MARNE	152	126	-26	-17%	180	114	-66	-37%	332	240	-92	-27,7%
78 YVELINES	317	291	-26	-8%	151	108	-43	-28%	468	399	-69	-14,7%
79 DEUX SEVRES	9	9	0	0%	27	14	-13	-48%	36	23	-13	-36,1%
80 SOMME	45	30	-15	-33%	59	40	-19	-32%	104	70	-34	-32,7%
81 TARN	5	5	0	0%	35	18	-17	-49%	40	23	-17	-42,5%
82 TARN ET GARONNE	10	9	-1	-10%	16	11	-5	-31%	26	20	-6	-23,1%
83 VAR	83	72	-11	-13%	192	136	-56	-29%	275	208	-67	-24,4%
84 VAUCLUSE	34	31	-3	-9%	70	59	-11	-16%	104	90	-14	-13,5%
85 VENDEE	21	16	-5	-24%	52	42	-10	-19%	73	58	-15	-20,5%
86 VIENNE	8	10	2	25%	29	22	-7	-24%	37	32	-5	-13,5%
87 HAUTE VIENNE	9	6	-3	-33%	33	24	-9	-27%	42	30	-12	-28,6%
88 VOSGES	27	21	-6	-22%	79	57	-22	-28%	106	78	-28	-26,4%
89 YONNE	13	11	-2	-15%	72	55	-17	-24%	85	66	-19	-22,4%
90 TERR DE BELFORT	13	11	-2	-15%	25	19	-6	-24%	38	30	-8	-21,1%
91 ESSONNE	172	140	-32	-19%	248	167	-81	-33%	420	307	-113	-26,9%
92 HAUTS DE SEINE	170	142	-28	-16%	63	64	1	2%	233	206	-27	-11,6%
93 SEINE SAINT DENIS	124	102	-22	-18%	126	95	-31	-25%	250	197	-53	-21,2%
94 VAL DE MARNE	76	66	-10	-13%	132	91	-41	-31%	208	157	-51	-24,5%
95 VAL D'OISE	233	215	-18	-8%	191	148	-43	-23%	424	363	-61	-14,4%
SOUS TOTAL METROPOLE	4 276	3 694	-682	-16%	7 410	5 281	-2 129	-29%	11 686	8 875	-2 811	-24,1%
971 GUADELOUPE	0	0	0	0%	13	14	1	8%	13	14	1	7,7%
972 MARTINIQUE	0	0	0	0%	7	6	-1	-14%	7	6	-1	-14,3%
973 GUYANE	29	20	-9	-31%	40	46	6	15%	69	66	-3	-4,3%
974 REUNION	20	19	-1	-5%	141	127	-14	-10%	161	146	-15	-9,3%
975 SAINT PIERRE ET MIQUELON			0	0%			0	0%	0	0	0	0,0%
976 POLYNESIE FRANCAISE	454	279	-175	-39%	0	0	0	0%	454	279	-175	-38,5%
977 NOUVELLE CALEDONIE	908	895	-13	-1%	0	0	0	0%	908	895	-13	-1,4%
978 MAYOTTE	1 650	1 760	110	7%	0	0	0	0%	1 650	1 760	110	6,7%
979 WALLIS ET FUTUNA			0	0%			0	0%	0	0	0	0,0%
SOUS TOTAL OUTRE MER	3 061	2 973	-88	-3%	201	193	-8	-4%	3 262	3 166	-96	-2,9%
TOTAL	7 337	6 567	-770	-10,49%	7 611	5 474	-2 137	-28,08%	14 948	12 041	-2 907	-19,45%